

Voilà une excellente occasion de nous pencher sur cette question qui, à certains égards, est intéressante.

**M. Marchi:** Madame la Présidente, je voudrais moi aussi féliciter le député de son exposé de tout à l'heure. Tout comme le député de Broadview—Greenwood, il a fait allusion aux graves difficultés dans lesquelles les petites entreprises sont plongées partout au Canada. Budget après budget, on nous rebat les oreilles avec le même discours, on nous répète que la petite entreprise est le moteur de la croissance économique, de la technologie. Si nous nous occupons vraiment des petites entreprises, l'entrepreneuriat va s'épanouir et les idées vont foisonner. Pourtant, budget après budget, on trouve fort peu de mesures dans l'intérêt du secteur des petites entreprises.

Le député a parlé du monde des affaires et de l'économie. J'aurais une question à lui poser, puisque notre débat porte sur les banques et les établissements de crédit. Les taux d'intérêt ont baissé, il est vrai. Ils sont peut-être même plus bas qu'au creux de la vague, en 1981-1982. Mais n'est-ce pas un fait que, cette fois-ci, les Canadiens ne sont pas en mesure de demander des prêts parce qu'ils n'ont pas de travail? Lorsqu'on n'a pas d'emploi, il est assez difficile de faire des démarches auprès d'une banque, d'une société de fiducie ou autre.

Que disent les électeurs et les gens d'affaires dans la circonscription du député, à Scarborough, au sujet de ce manque de travail qui empêche les gens de demander des prêts?

**M. Karygiannis:** Madame la Présidente, tous les jours, nous recevons des appels téléphoniques. Je sais que les députés ministériels en reçoivent aussi. S'ils ne veulent pas y répondre, c'est une autre paire de manches.

**M. Lewis:** Donnez des noms.

**M. Karygiannis:** Je sais en tout cas que je reçois des appels de Barrie et même d'aussi loin que Penetang au sujet d'entreprises qui sont en difficulté.

Les dirigeants de petites entreprises ont des stocks dont ils doivent assumer les frais. Ils se rendent donc chez leur banquier: «Mes ventes du mois dernier, ou de l'année dernière, n'ont pas été aussi bonnes que prévu. Je

dois payer mes fournisseurs. Pourriez-vous me consentir un prêt?» Le banquier examine la situation, prend note des chiffres et répond: «Je ne pense pas que vous soyez rentable. Je suis désolé, mais je ne vais pas vous prêter d'argent.» Le chef de petite entreprise doit donc communiquer avec son fournisseur: «Je suis désolé, mais je ne peux plus vous payer dans les trente jours comme autrefois. Il m'en faudra maintenant 120, 180 ou peut-être même 360. Je vous paierai l'an prochain.» Le fabricant dira: «Je n'ai pas assez d'argent pour poursuivre la production. Je vais donc mettre des employés à pied.»

C'est un cercle vicieux. Au Canada, le petit moteur qui fait marcher l'économie, c'est un bloc qui représente 80 p. 100 des entreprises, soit les petites entreprises ayant un chiffre d'affaire de moins de 2 millions de dollars, les exploitations familiales où les patrons emploient un ou deux de leurs enfants ou un ou deux employés. Quelle stabilité, quel avenir ces sociétés ont-elles? Ne pouvant compter sur les banques pour financer de nouveaux stocks, elles ne peuvent rien commander aux fabricants.

À la fin, tout s'écroule. Les petites entreprises et les industries sont aux abois et ferment leurs portes les unes après les autres. Que font-elles, ensuite? Elles déménagent au sud de la frontière.

Le gouvernement a quand même la témérité de vouloir nous entraîner dans une autre aventure de libre-échange avec le Mexique. Nous allons être les sauveurs de l'Amérique du Nord. Aux dépens de l'avenir et des emplois de nos enfants, le premier ministre veut fournir des emplois à 85 cents l'heure aux Mexicains.

Ce projet ne m'intéresse pas, parce que je considère que «charité bien ordonnée commence par soi-même.» L'avenir de mes enfants et des enfants canadiens passe en premier.

**M. Marchi:** Madame la Présidente, en parlant des institutions prêteuses, le gouvernement dit: «Allez voir les banques à charte et si elles ne peuvent rien faire pour vous, il y a la Banque fédérale de développement.» J'aimerais bien entendre ce que les hommes d'affaires de l'est de Toronto ou de Toronto, en général, ont à dire au sujet de cette banque. Je sais bien que ce n'est pas une solution, mais j'aimerais avoir l'opinion du député.